

Observer dans la durée le sentiment d'insécurité

Avant tout, il faut rappeler que le sentiment d'insécurité n'est pas une dimension simple que pourrait traduire un indicateur unique. On peut se le figurer comme un *continuum*. L'une des extrémités est très liée à l'exposition concrète (de soi ou des siens) à la délinquance. Elle constitue une sorte de réaction – on parle toujours de *peur*, mais il peut s'agir de colère, voire tout simplement de vigilance – à cette exposition. L'autre extrémité de l'insécurité est moins liée à l'expérience ou à l'exposition au risque délinquant. Moins expérimentielle, elle est plus expressive : ces crispations sécuritaires sont une manière d'exprimer une *préoccupation* qui se cristallise sur la criminalité mais qui la dépasse largement¹.

Les nombreuses publications françaises sur l'insécurité s'appuient rarement sur des données et appartiennent plutôt au genre des essais. Il existe pourtant des données ; si elles pâtissent souvent de l'instabilité des questions posées dans les enquêtes, au moins présentent-elles l'avantage de tenir compte de la diversité des aspects du sentiment d'insécurité.

I. Les peurs

Cet aspect de l'insécurité varie selon les situations et les circonstances ; on ne peut en parler qu'au pluriel, en multipliant les indicateurs. S'agissant de questions d'attitude, les enquêtes sont désignées dans ce tableau par l'année où elles ont été réalisées et non par les deux années précédentes retenues pour compter les victimations.

1. La peur au domicile

La question *Vous arrive-t-il personnellement de vous sentir en insécurité à votre domicile ?* figure, à peu près sous la même forme, dans presque toutes les enquêtes françaises de victimation.

Tableau 1 : Peur au domicile 1996-2021 (%)

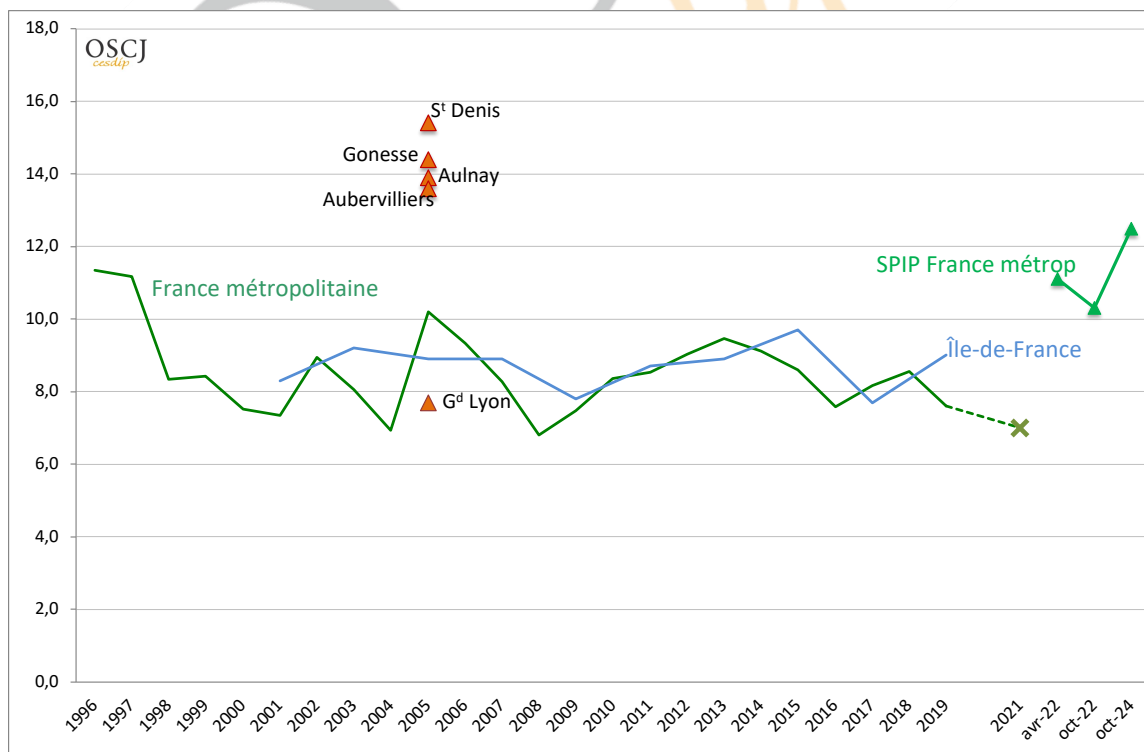
	souvent/fréquemment, quelquefois
EPCV 1996	11,4
EPCV 1997	11,2
EPCV 1998	8,3
EPCV 1999	8,4
EPCV 2000	7,5
EPCV 2001	7,3
EPCV 2002	8,9
EPCV 2003	8,1
EPCV 2004	6,9
EPCV 2005	9,9
EPCV 2006	9,6
CVS 2007	8,3
CVS 2008	6,9
CVS 2009	7,5
CVS 2010	8,4
CVS 2011	8,5
CVS 2012	9,0
CVS 2013	9,3
CVS 2014	10,0

¹ Robert, Zauberman, 2017.

	souvent/fréquemment, quelquefois
CVS 2015	8,2
CVS 2016	7,6
CVS 2017	8,2
CVS 2018	8,6
CVS 2019	7,6
CVS 2021	7,0
<hr/>	
SPIP avr-22	11,1
SPIP oct-22	10,3
SPIP oct 24	12,5
<hr/>	
Île-de-France 2001	8,3
Île-de-France 2003	9,2
Île-de-France 2005	8,9
Île-de-France 2007	8,9
Île-de-France 2009	7,8
Île-de-France 2011	8,7
Île-de-France 2013	8,9
Île-de-France 2015	9,7
Île-de-France 2017	7,7
Île-de-France 2019	9,0
Île-de-France 2021	6,6
<hr/>	
Aubervilliers 2005	13,9
Aulnay-sous-Bois 2005	13,6
Gonesse 2005	14,4
Grand Lyon 2005	7,7
Saint-Denis 2005	15,4

Sources : INSEE, IPR, CESDIP Champ : variable selon les enquêtes

Figure 1 : Évolution des peurs au domicile (%), 1996-2024 *



Sources : INSEE, IPR, CESDIP

Champ : variable selon les enquêtes

* La nouvelle enquête *Vécu et ressenti en matière de sécurité* (VRS) n'est pas encore disponible sous une forme qui permette de poursuivre à partir de 2022 notre mise en série des peurs.

On observe d’abord que la peur au domicile se situe en Île-de-France dans un ordre de grandeur analogue à celui de la France métropolitaine tout entière (tableau 1 et figure 1) ; ce n’est pas, on le verra plus bas, le cas de toutes les peurs. On voit cependant une exception : pour la proche banlieue nord, les enquêtes réalisées au début du siècle montraient des niveaux bien plus élevés.

Quant à l’évolution d’ensemble, après un point bas en 2008, une certaine remontée est apparue, interrompue toutefois dans les enquêtes les plus récentes qui nous ramènent à peu près au point bas ; au total, on ne quitte pas pour autant l’ordre de grandeur moyen observé depuis 1998. Administrées en ligne, les trois enquêtes SPIP actuellement disponibles qui posent cette question se situent dans un ordre de grandeur un tout petit peu plus élevé que celui des enquêtes de l’INSEE et de l’Institut Paris Region, dont les modes de passation étaient différents.

2. La peur dans son quartier

À l’échelle internationale, l’indicateur de peur dans son quartier (le soir) est la mesure la plus classique de l’insécurité². En France, il a malheureusement subi au fil des enquêtes d’importantes modifications qui ne facilitent pas l’observation des évolutions³.

Malgré cette instabilité, ceux qui avouent avoir souvent ou quelquefois peur dans leur quartier restent toujours dans un ordre de grandeur modeste. Cependant ne pas interroger ceux qui déclarent ne pas sortir le soir – dans les EPCV de 1998 et 2004 – conduit à une vraisemblable sous-estimation de la peur dans le quartier : les scores pour cette période se situent autour de 6 alors qu’avant et après ils oscillent entre 10 et 13 (tableau 2).

Tableau 2 : La peur dans le quartier, 1996-2021

	souvent/quelquefois/de temps en temps
EPCV 1996	9,9
EPCV 1997	10,5
EPCV 1998	5,1
EPCV 1999	5,8
EPCV 2000	5,9
EPCV 2001	5,3
EPCV 2002	6,4
EPCV 2003	6,5
EPCV 2004	5,7
EPCV 2005	12,4
EPCV 2006	12,3
CVS 2007	11,0
CVS 2008	9,8
CVS 2009	10,6
CVS 2010	11,0
CVS 2011	11,0
CVS 2012	11,7
CVS 2013	11,7
CVS 2014	11,2
CVS 2015	10,9
CVS 2016	10,6
CVS 2017	11,0
CVS 2018	11,9
CVS 2019	11,3

² Sous la forme *How safe do you feel walking alone in this area after dark?*

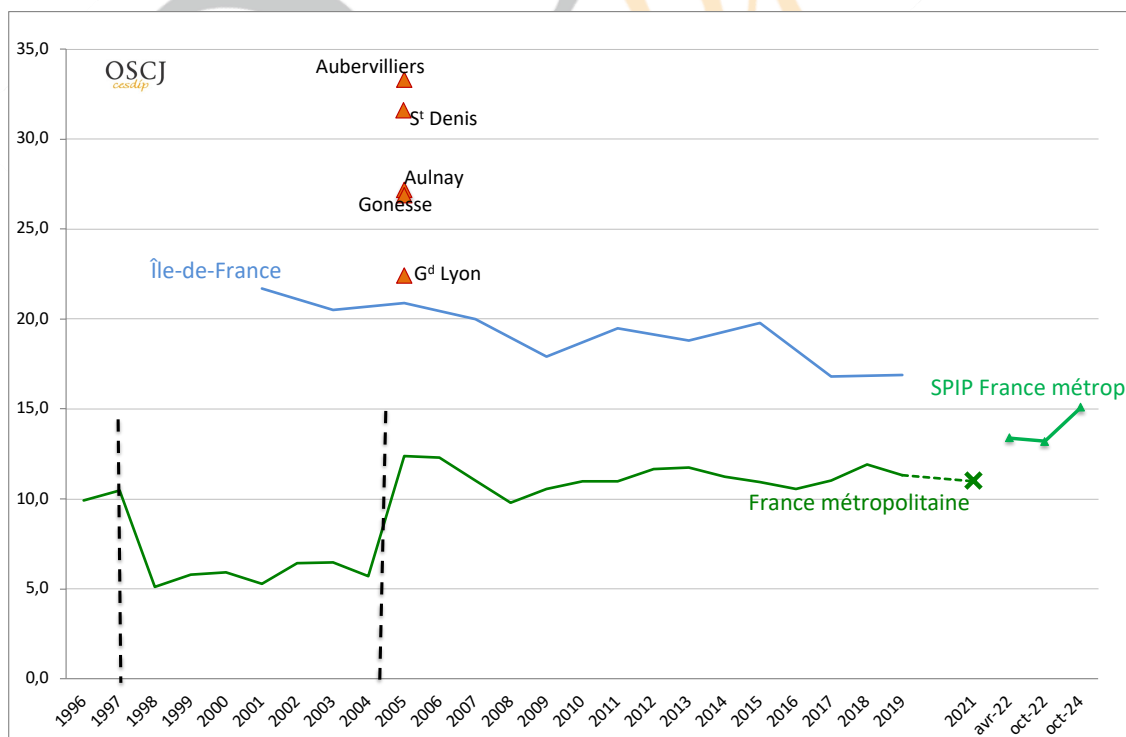
³ Les neuf premières EPCV tout comme les enquêtes régionales et locales précisent, comme c’est l’usage classique, *seul le soir*, tandis la formulation devient moins circonstanciée dans les deux dernières EPCV puis les CVS qui ne mentionnent plus *le soir*. Ces enquêtes abandonnent également le terme classique de peur (*fear*) pour celui d’insécurité que l’on utilise généralement pour désigner à la fois la composante de peur et celle de préoccupation (*concern*). Par ailleurs, les EPCV de 1998 à 2004 ne posent la question qu’à une partie de l’échantillon.

	souvent/quelquefois/de temps en temps
2020	--
CVS 2021	11,0
Île-de-France 2001	21,8
Île-de-France 2003	20,3
Île-de-France 2005	21,0
Île-de-France 2007	19,8
Île-de-France 2009	17,9
Île-de-France 2011	19,5
Île-de-France 2013	18,8
Île-de-France 2015	19,8
Île-de-France 2017	16,8
Île-de-France 2019	16,9
Île-de-France 2021	15,8
SPIP avr-2022	13,4
SPIP oct-2022	13,2
SPIP oct 2024	15,1
Aubervilliers 2005	33,3
Aulnay-sous-Bois 2005	27,2
Gonesse 2005	26,9
Grand Lyon 2005	22,4
Saint-Denis 2005	31,6

Sources : INSEE, IPR, CESDIP Champ : variable selon les enquêtes
 S'agissant de questions d'attitude, les enquêtes sont désignées dans ce tableau par l'année où elles ont été réalisées et non par les deux années précédentes retenues pour compter les victimations

Les deux dernières EPCV et les CVS comprennent une question un peu comparable, quoiqu'alambiquée : *Dans la vie courante, vous arrive-t-il de renoncer à sortir seul(e) de chez vous pour des raisons de sécurité (y compris pour ne pas être importuné(e) ou à certaines heures) ?* Ses résultats sont proches de ceux des enquêtes nationales sur la peur dans le quartier. Ces peurs de sortir concernent presque exclusivement la soirée ou la nuit.

Figure 2 : Évolution de la peur dans le quartier, 1996-2024 *



Sources : INSEE, IPR, CESDIP

Champ : variable selon les enquêtes

Note de lecture : la barre en traits discontinus indique un changement important dans la formulation de la question de l'enquête nationale.

* La nouvelle enquête *Vécu et ressenti en matière de sécurité* (VRS) n'est pas encore disponible sous une forme qui permette de poursuivre à partir de 2022 notre mise en série des peurs.

Contrairement à la peur au domicile, celle dans le quartier se situe dans des ordres de grandeur plus élevés en Île-de-France mais également dans la métropole lyonnaise – donc dans des régions très urbanisées – que dans l’ensemble de la France métropolitaine, d’autant qu’il faudrait encore ajouter ceux qui ont déclaré avoir *trop peur* pour sortir seuls le soir. Pour cette peur-ci comme pour la précédente, les enquêtes réalisées au milieu de la première décennie du siècle faisaient apparaître des scores bien pires dans la proche banlieue nord.

Dans les enquêtes franciliennes, la tendance d’ensemble est plutôt à la baisse. Dans les enquêtes nationales, après la baisse observée entre 2005 et 2008, on n’observe pas de changement clair de l’ordre de grandeur. Comme on l’a déjà observé pour la peur au domicile, les trois enquêtes SPIP administrées en ligne situent la peur dans le quartier dans un ordre de grandeur légèrement plus élevé que celui des enquêtes nationales de l’INSEE.

3. La peur dans les transports en commun

Depuis la campagne de 2014, les enquêtes nationales ne contiennent plus de module spécifique sur la peur dans les transports en commun ; on y trouve seulement – dans certains modules de victimation – l’item ‘transports en commun’ dans les questions sur le lieu de perpétration. Dans une perspective de sérialisation, plus utilisables sont les enquêtes régionales et locales qui distinguent selon la sorte de moyen de transport.

Tableau 3 : La peur dans les transports en commun (souvent, quelquefois) 2001-2021 ()

	bus	train	RER	métro	tramway
Île-de-France 2001	21,0	30,3	38,3	32,5	19,0
Île-de-France 2003	20,7	30,3	39,0	33,0	20,0
Île-de-France 2005	19,3	28,4	37,1	30,2	18,5
Île-de-France 2007	20,6	26,9	35,0	27,6	15,5
Île-de-France 2009	16,5	25,3	36,9	26,9	13,3
Île-de-France 2011	20,9	28,2	37,4	31,2	17,0
Île-de-France 2013	20,6	26,7	38,2	31,2	16,2
Île-de-France 2015	18,5	25,7	35,4	30,0	16,7
Île-de-France 2017	15,6	22,1	32,2	27,2	14,2
Île-de-France 2019	18,3	24	33,8	29,3	16,9
Île-de-France 2021	15,5	19,7	31,8	29,4	15,6
Aubervilliers 2005	38,1	36,4	37,8	38,0	28,6
Aulnay-sous-Bois 2005	32,3	39,0	45,7	39,4	27,7
Gonesse 2005	32,7	44,0	47,2	38,7	28,7
Grand Lyon 2005	23,8	15,0	-	30,4	15,4
Saint-Denis 2005	34,0	38,5	38,6	37,1	28,7

Sources : IPR, CESDIP

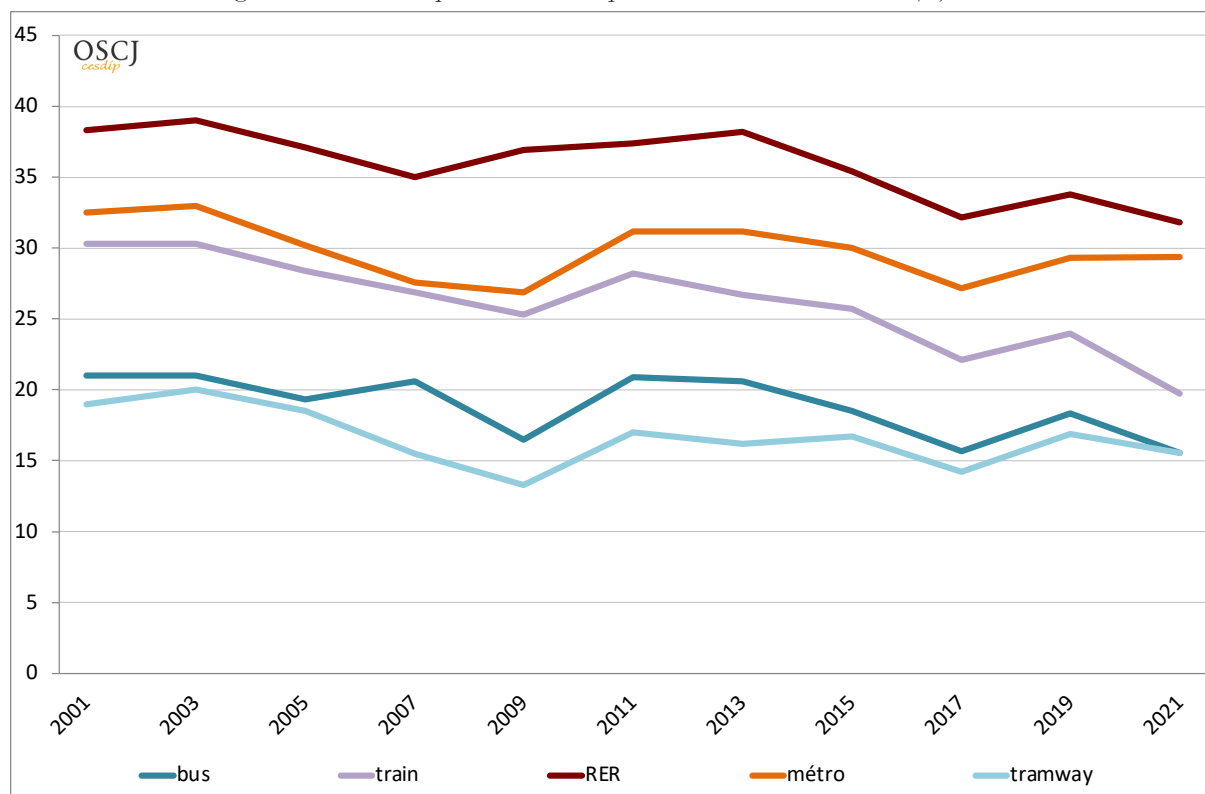
Champ : variable selon les enquêtes

Pourcentages calculés sur les seuls utilisateurs effectifs.

S’agissant de questions d’attitude, les enquêtes sont désignées dans ce tableau par l’année où elles ont été réalisées et non par les deux années retenues précédentes pour compter les victimations

La comparaison de ces scores avec ceux présentés précédemment montre l’importance de l’insécurité dans les transports en commun. Ils constituent, bien au-delà du risque qu’on y court, un lieu de cristallisation de l’inquiétude, encore plus marquée chez les habitants de la banlieue nord que dans l’ensemble de l’Île-de-France... mais selon une véritable échelle qui met au premier plan le RER, puis le métro, le train (le Transilien), puis le bus et enfin le tramway (tableau 3 et figure 5). À Lyon toutefois, cet ordre est modifié, l’offre de transport n’étant pas la même (tableau 3).

Figure 3 : Évolution des peurs dans les transports en commun en Île-de-France (%), 2001-2021



Source : IPR

Champ : Île-de-France

Une enquête sur l'insécurité dans les grandes gares

Une enquête récente de la Direction de la Sûreté de la SNCF – réalisée dans le cadre de son programme Vision Sûre – éclaire un aspect de l'insécurité dans les transports en commun : celle qui concerne les grandes gares de chemin de fer. Ce *Baromètre de satisfaction Clients Sûreté* a été expérimenté en 2021 Gare du Nord sur une population de 890 usagers, puis étendu l'année suivante à neuf grandes gares, avec 500 enquêtés dans chacune. Son exploitation a conduit à distinguer trois profils d'insécures (Noble, 2023).

Le premier réunit les deux-cinquièmes des enquêtés. Composés d'usagers socialement hétérogènes, cette classe se caractérise très fortement par la peur de subir un vol sans violence. Pour ces enquêtés, l'insécurité ressentie en gare est moins liée à la présence de personnes jugées indésirables (les personnes sous l'emprise d'alcool ou de drogue ou les personnes jugées inciviles) qu'à la promiscuité avec les autres usagers : ils redoutent avant tout les heures de pointe. Pour autant, leur victimation effective est particulièrement faible. Seules les victimes d'un vol sans violence y sont légèrement surreprésentées.

Le deuxième profil est d'une taille équivalente mais constitue un parfait contretype du cas précédent : ici, la peur est surtout liée à la présence d'individus jugés anxiogènes. Pour ce groupe, dans lequel les hommes sont surreprésentés, l'affluence est d'autant moins problématique que les expériences de peurs se déroulent, plus qu'ailleurs, en soirée ou de nuit, au moment où les gares se vident de leurs usagers, mais aussi progressivement, de leurs agents. Dans ce contexte, où les formes de contrôle social tendent à se dissiper totalement, la peur de l'agression verbale ou de l'agression physique se substitue à celle du vol sans violence. Concernant la victimation, elle n'est pas plus importante dans ce groupe que dans le précédent. On constate seulement une légère surreprésentation des enquêtés déclarant avoir été victimes d'une agression verbale en gare au cours des douze derniers mois.

Reste un troisième profil d'insécures de taille moitié moindre que les précédents. Ce groupe est aussi le plus typé socialement : il rassemble surtout des femmes et des jeunes. Pour ces usagers, l'insécurité en gare est très fortement structurée autour des atteintes à caractère sexuel et des

agressions verbales (orientées sexuellement). Ces types d'atteintes sont celles que l'on redoute mais aussi celles que l'on subit, lourdement et fréquemment. À l'origine de ces appréhensions se trouvent souvent des interactions indésirables – sous la forme de remarques désobligeantes, voire même d'attouchements – qui peuvent intervenir à tout moment, indépendamment des contextes de circulation.

En définitive, cette enquête montre bien le polymorphisme de l'insécurité dans les grandes gares, mais aussi une dissociation assez marquée – sauf pour le dernier profil – entre la peur du crime et l'expérience effective de victimation.

Pourquoi les transports en commun sont-ils tellement propices à l'insécurité ? On y côtoie des gens que l'on n'a pas l'habitude de rencontrer ailleurs, que l'on ne souhaite d'ailleurs pas côtoyer et qui éventuellement inquiètent ; en outre, l'exiguïté du lieu fait souvent de ce côtoiement une promiscuité... de surcroît dans un espace confiné : on circule parfois sous terre, un contexte qui peut paraître oppressant. En cas d'incident, la fuite est difficile, voire impossible. Enfin qui dit transports en commun dit aussi ruptures de charge, gares, stations... tous lieux où l'on peut facilement s'inquiéter, ainsi dans une gare quasi déserte aux petites heures de la nuit. La diminution du personnel d'accompagnement dans les véhicules et la raréfaction du personnel statique dans les stations contribuent probablement largement, depuis le milieu des années 1970, à la diffusion de l'insécurité. Il est d'ailleurs significatif que l'insécurité dans les transports ne commence à faire l'objet d'études qu'avec ces compressions de personnel (Noble, 2015, 2019 ; Robert, Zauberman, 2017, 32sq).

4. La peur pour les enfants

Un des résultats majeurs des enquêtes régionales et locales a été la découverte de l'importance des peurs pour les enfants, en tous cas dans des zones très urbanisées. La construction de la question permet en outre de voir que la gamme des peurs varie beaucoup selon le lieu : généralement, elle est à son acmé dans la rue puis dans les transports publics. L'inquiétude est généralement moins intense à l'école et surtout dans les lieux de loisir. Cependant, dans les communes de la banlieue nord, le niveau d'inquiétude à l'école peut rivaliser avec celui dans les transports en commun. Une tendance globale à l'érosion de ces inquiétudes a été interrompue en 2019 (tableau 4 et figure 4).

Tableau 4 : La peur pour les enfants 2001-2021

(Si vous avez des enfants qui vivent avec vous, avez-vous peur qu'ils se fassent agresser ?)

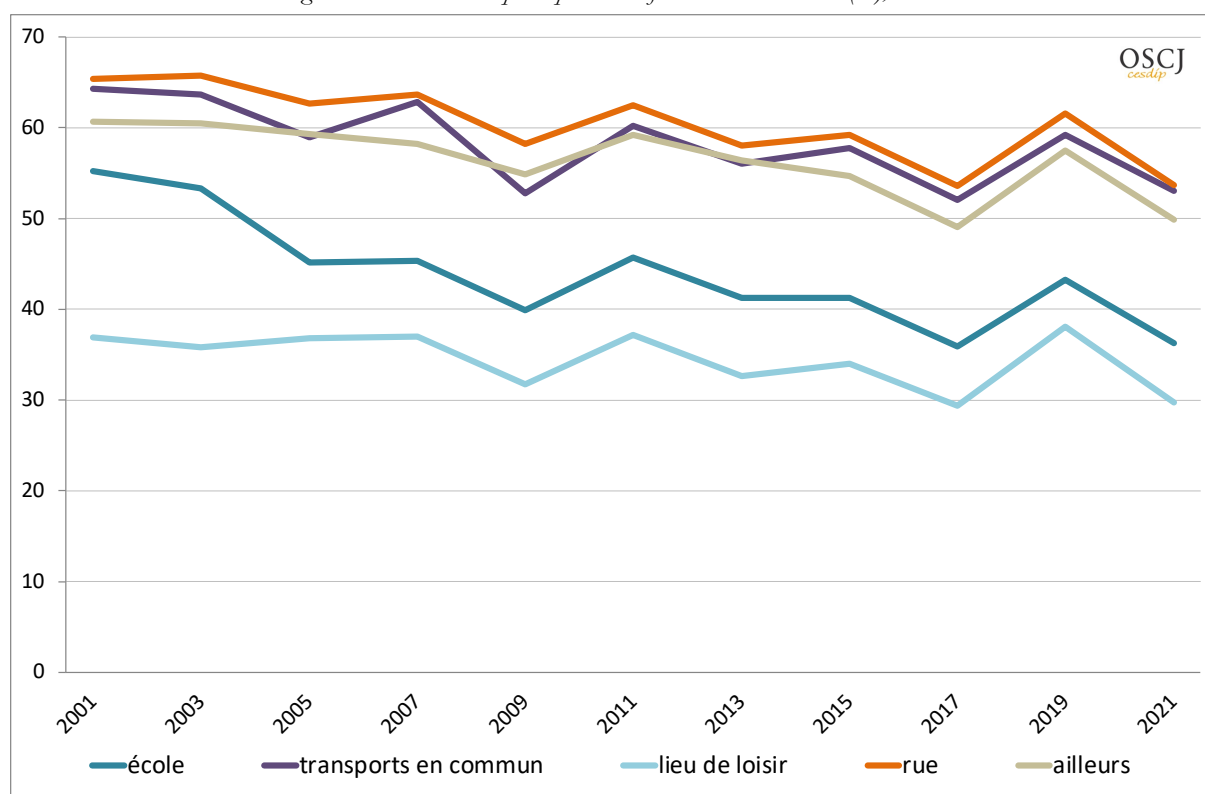
	école	transports en commun	lieu de loisir	rue	ailleurs
Île-de-France 2001	55,2	64,3	36,9	65,4	60,7
Île-de-France 2003	53,3	63,4	35,8	65,6	60,7
Île-de-France 2005	45,2	58,9	36,8	62,7	59,3
Île-de-France 2007	47,6	63,5	37,2	64,7	58,5
Île-de-France 2009	39,9	52,8	31,7	58,2	54,9
Île-de-France 2011	45,7	60,2	37,2	62,5	59,2
Île-de-France 2013	41,3	56,0	32,6	58,0	56,4
Île-de-France 2015	41,3	57,8	34,0	59,2	54,7
Île-de-France 2017	35,9	52,1	29,4	53,6	49,1
Île-de-France 2019	43,3	59,3	38,1	61,5	57,5
Île-de-France 2021	36,3	53,1	29,7	53,7	49,8
Aubervilliers 2005	72,9	74,9	55,1	83,3	69,6
Aulnay-sous-Bois 2005	70,5	73,3	50,6	79,3	72,1
Gonesse 2005	72,6	78,8	50,6	75,3	76,0
Grand Lyon 2005	49,1	60,4	38,1	65,7	59,5
Saint-Denis 2005	70,1	70,8	51,1	80,4	67,2

Sources : IPR, CESDIP

Champ : variable selon les enquêtes

Pourcentages calculés sur les seuls enquêtés ayant un enfant vivant avec eux

Figure 4 : Évolution des peurs pour les enfants en Île-de-France (%), 2001-2021



Source : IPR

Champ : Île-de-France

Rien dans les EPCV ne permettait d'aborder ce thème. Les CVS, au contraire, contiennent une question sur les peurs pour autrui. Toutefois, elle est posée seulement à la petite fraction des enquêtés qui a mentionné la délinquance comme problème du quartier ; de surcroît, l'interrogation sur les enfants est noyée dans une revue de tous les proches.

II. L'insécurité dans le voisinage

Toutes les enquêtes nationales de l'INSEE – EPCV comme CVS – contiennent une question sur l'insécurité dans le voisinage où l'on demande aux enquêtés de choisir sur une liste les problèmes les plus préoccupants, puis d'indiquer celui qui l'est le plus. Il est difficile d'observer l'évolution dans la durée de la première interrogation en raison de l'instabilité des formulations, du nombre de problèmes proposés et du nombre de choix autorisés. En revanche, on peut, avec quelque précaution, s'attacher à la seconde et observer ceux qui citent en premier *le manque de sécurité* (dans les neuf premières EPCV) ou qui mentionnent la *délinquance* et les *incivilités* (dans les deux dernières EPCV) ou la *délinquance* (dans les CVS) comme le problème le plus important.

Tableau 5 : L'insécurité dans le voisinage 1996-2021 ()

	citent en premier le manque de sécurité	citent les incivilités ou la délinquance comme problème le plus important
EPCV 1996	12,7	-
EPCV 1997	11,3	-
EPCV 1998	10,1	-
EPCV 1999	12,7	-
EPCV 2000	9,0	-
EPCV 2001	10,0	-

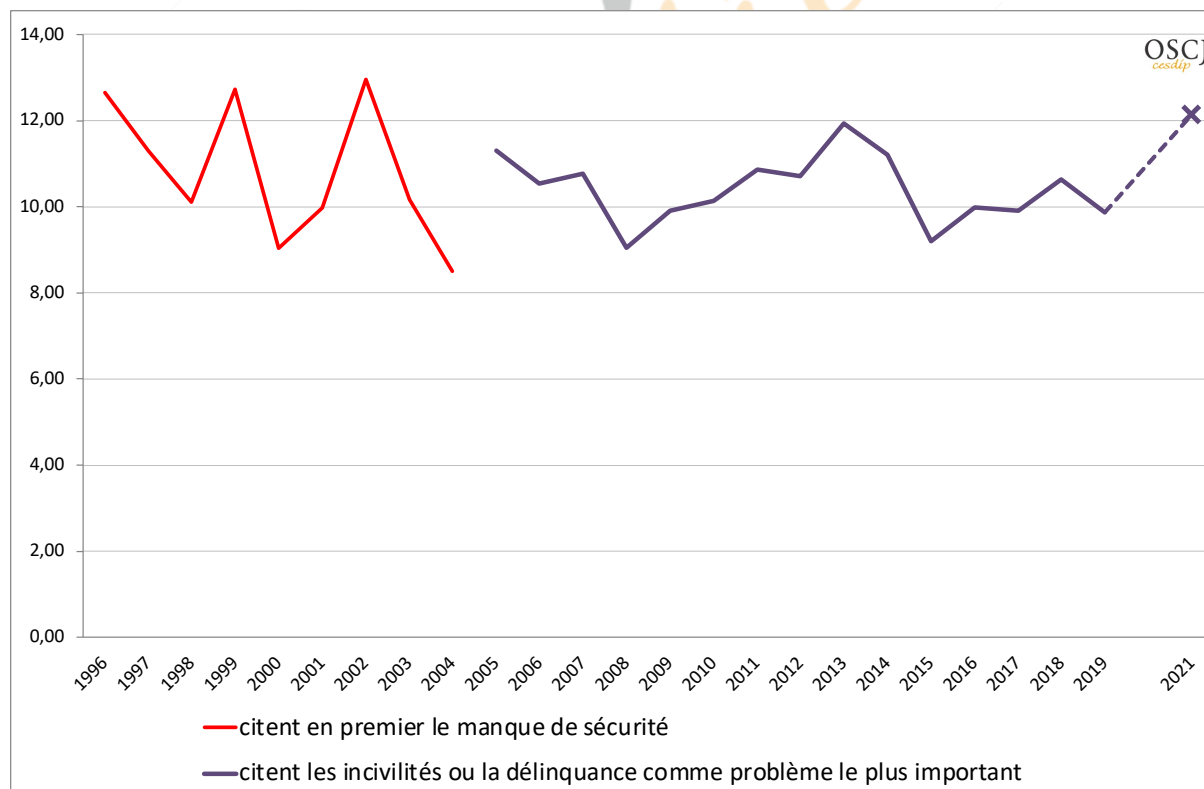
	citent en premier le manque de sécurité	citent les incivilités ou la délinquance comme problème le plus important
EPCV 2002	13,0	-
EPCV 2003	10,2	-
EPCV 2004	8,5	-
EPCV 2005	-	11,3
EPCV 2006	-	10,5
CVS 2007	-	10,7
CVS 2008	-	9,0
CVS 2009	-	9,9
CVS 2010	-	10,2
CVS 2011	-	10,9
CVS 2012	-	10,7
CVS 2013	-	11,7
CVS 2014	-	11,0
CVS 2015	-	9,2
CVS 2016	-	10,0
CVS 2017	-	9,9
CVS 2018	-	10,6
CVS 2019	-	9,9
2020	-	--
CVS 2021	-	12,1

Source : INSEE.

Champ : France métropolitaine

Une petite minorité – entre 10 et 12 – présente l'insécurité ou la délinquance comme le problème majeur de son environnement immédiat. La CVS 2021 marque un point haut inédit. Pour autant, on ne peut pas parler de changement de l'ordre de grandeur observé sur toute la période.

Figure 5 : Évolution du sentiment d'insécurité dans le voisinage en France, 1996-2021 *



Source : INSEE

Champ : France métropolitaine

* La nouvelle enquête *Vécu et ressenti en matière de sécurité* (VRS) n'est pas encore disponible sous une forme qui permette de poursuivre à partir de 2022 notre mise en série du sentiment d'insécurité dans le voisinage.

III. La préoccupation sécuritaire

Les CVS demandent aux enquêtés de choisir dans une liste *le problème le plus préoccupant dans la société française*. Sur la période observée, la domination du chômage a été écrasante ; en 2021, elle chute à son point bas ; la pauvreté se replie également et ces deux préoccupations ‘sociales’ se trouvent maintenant dans des ordres de grandeur comparables. À partir de 2015, la montée fulgurante de l’inquiétude suscitée par le terrorisme avait entraîné un repli relatif des autres sujets de préoccupation. Cette évolution est due à la forme de la question qui oblige à choisir *le problème le plus préoccupant*. En 2021, toutefois, la préoccupation pour le terrorisme est retombée en deçà de son niveau de 2015 tout en restant au-dessus des valeurs observées jusqu’en 2014. En revanche, l’inquiétude pour la délinquance double entre 2019 et 2021 ce qui la situe à un niveau jamais atteint au cours de la période observée. Ce faisant, elle rejoint le niveau de la préoccupation sécuritaire francilienne, laquelle n’a pas changé d’ordre de grandeur depuis 2005.

Ces enquêtes franciliennes demandent quel est, parmi une liste de problèmes auxquels est confrontée la société française, celui dont *le gouvernement devrait s’occuper en priorité à l’heure actuelle*. Par ailleurs, elles proposent une liste de problèmes moins longue que celle des enquêtes nationales. Depuis l’enquête réalisée en 2017, l’IPR a introduit une nouvelle question sur l’importance à accorder au terrorisme : 22% des Franciliens enquêtés se déclaraient alors *tout à fait d’accord* et 41 *plutôt d’accord* pour dire qu’il s’agissait de la première priorité pour le gouvernement. Mais comme le terrorisme a été mentionné dans une nouvelle question au lieu d’être intégré dans celle sur toutes les préoccupations, cette poussée n’a pas entraîné une érosion mécanique des autres problèmes analogue à celle observée dans l’enquête nationale. Cette question n’a plus été posée en 2021.

Alors que la préoccupation pour la délinquance évolue de manière semblable aux deux échelles nationale et francilienne et qu’elle se situent aussi dans le même ordre de grandeur, il en va différemment pour les préoccupations « sociales » (chômage et pauvreté) : non seulement leur ordre de grandeur est plus élevé en Île-de-France, mais encore la baisse observée en fin de période y est beaucoup plus timide qu’à l’échelle nationale.

Au sein du dispositif *d’Étude longitudinales pour les sciences sociales (ELIPSS)*, l’enquête de *Sociologie politique de l’insécurité durant les élections présidentielles de 2022 (SPIP 2022)* indique, d’abord, des niveaux de préoccupation sécuritaire plus modestes (14,6% en décembre 2021, 10% en mai 2022 et 14,8 en octobre 2022). Cependant, en 2024 elle affiche une poussée de la préoccupation sécuritaire plus accentuée même que celle des autres enquêtes.

Tableau 6 : *Problème le plus préoccupant dans la société française actuelle (%)*, 2001-2022

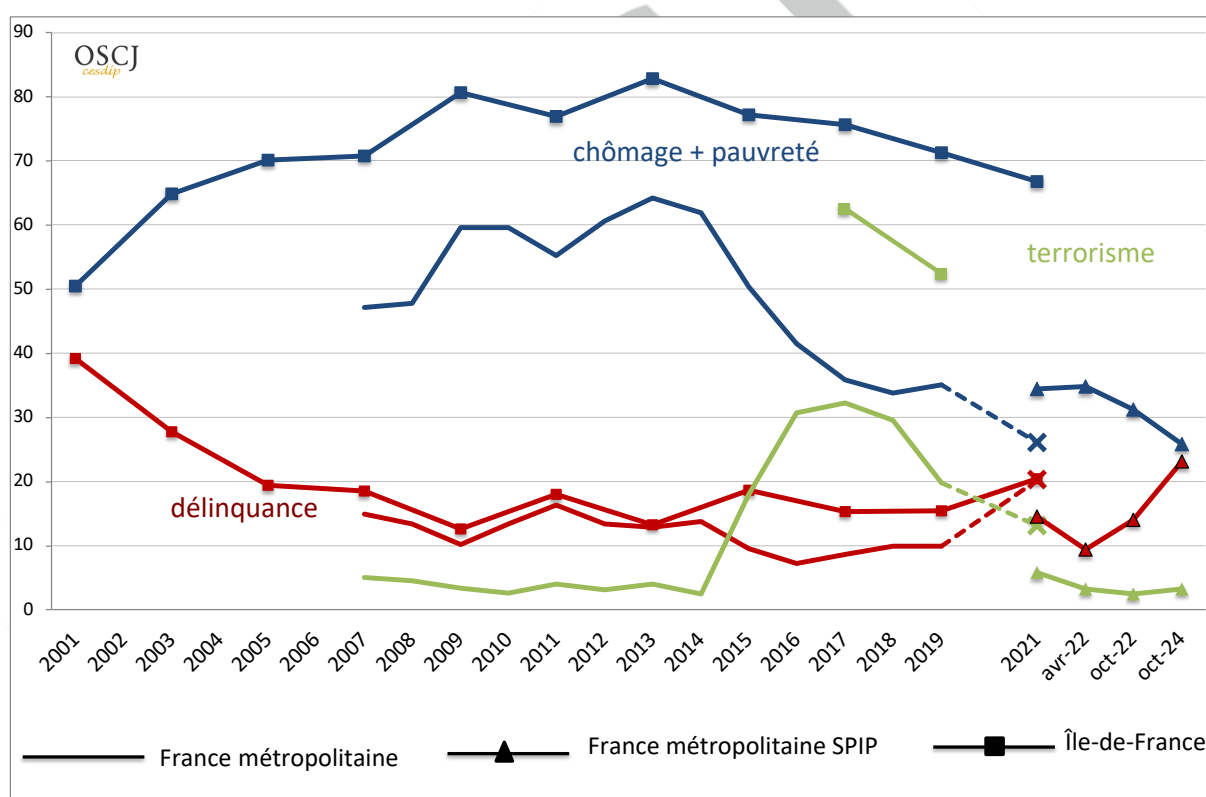
	délinquance	chômage	pauvreté	terrorisme
CVS 2007	15,0	29,7	17,4	5,0
CVS 2008	13,4	26,5	21,4	4,6
CVS 2009	10,2	40,0	19,7	3,3
CVS 2010	13,4	40,7	18,9	2,7
CVS 2011	16,4	36,2	19,0	4,0
CVS 2012	13,4	41,3	19,4	3,2
CVS 2013	12,8	49,7	14,6	4,0
CVS 2014	13,7	46,7	15,2	2,5
CVS 2015	9,6	38,3	12,0	18,1
CVS 2016	7,2	31,0	10,5	30,7
CVS 2017	8,7	23,2	12,7	32,3
CVS 2018	9,9	18,4	15,4	29,5
CVS 2019	10,0	16,1	19,0	19,9
2020	--	--	--	--
CVS 2021	20,0	12,1	14,0	13,1
SPiP oct-21	14,6	15,2	19,2	5,9
SPiP avr-22	9,4	14,7	20,1	3,3
SPiP oct-22	14,1	10,5	20,8	2,5
SPiP oct 24	23,2	10,9	14,9	3,3

	délinquance	chômage	pauvreté	terrorisme
Île-de-France 2001	39,2	24,6	25,9	
Île-de-France 2003	27,4	37,8	27,4	
Île-de-France 2005	19,4	37,1	33,0	
Île-de-France 2007	18,7	37,6	33,0	
Île-de-France 2009	12,7	40,6	40,1	
Île-de-France 2011	18,0	46,1	30,8	
Île-de-France 2013	13,3	56,7	26,2	
Île-de-France 2015	18,7	55,1	22,1	
Île-de-France 2017	15,3	44,1	31,6	62,5
Île-de-France 2019	15,4	31,0	40,3	52,4
Île-de-France 2021	20,4	26,3	40,5	

Sources : INSEE, IPR

Champ : variable selon les enquêtes

Figure 6 : Évolution des préoccupations (%) en France *et Île-de-France, 2001-2024



Sources : INSEE, IPR

Champs variable selon les enquêtes

* La nouvelle enquête *Vécu et ressenti en matière de sécurité* (VRS) n'est pas encore disponible sous une forme qui permette de poursuivre à partir de 2022 notre mise en série de la préoccupation sécuritaire.

Avec une interrogation très différente, les enquêtes Agoramétrie – qui ont duré, avec quelques interruptions, de 1977 à 2004 – avaient conduit à situer la proportion des ‘très préoccupés’ par l’insécurité dans un ordre de grandeur, en tendance très stable, d’environ un sixième des enquêtés⁴. Un sondage *Figaro-SOFRES* avait également permis d’observer que des bouffées de préoccupation sécuritaire liées à des événements très dramatisés étaient ensuite suivies d’un retour plus ou moins rapide à l’ordre de grandeur habituel.

⁴ Robert, Pottier, 2004.

Si on replace la baisse continue de la préoccupation envers la délinquance observée depuis le début du siècle dans ce contexte plus long, elle apparaît alors comme un lent retour à l'ordre de grandeur habituel après une forte poussée de fièvre sécuritaire à son début.

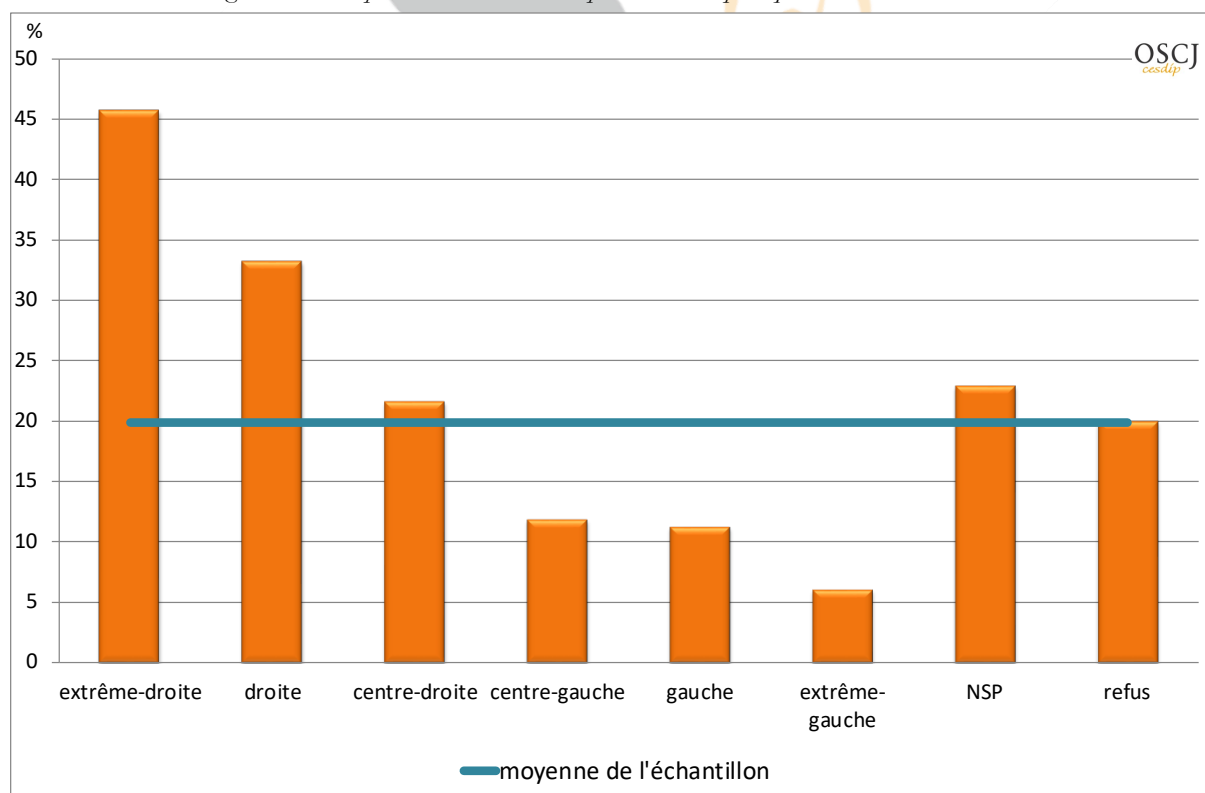
Finalement les résultats des enquêtes nationales et franciliennes de victimation sont donc compatibles avec l'état des savoirs sur la préoccupation sécuritaire dans la société française, chronique depuis un tiers de siècle.

Après les attentats terroristes de janvier 2015, le sondage réalisé pour la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) en mars montre bien une poussée de l'inquiétude pour le terrorisme, mais cette montée n'atteint pas la préoccupation sécuritaire pour la délinquance. Même leçon dans les enquêtes nationales et franciliennes : la préoccupation pour le terrorisme qui oscillait depuis 2007 entre 3 et 5 est montée à 32,2 en 2017 avant de retomber à 13,1 en 2021, tandis que la préoccupation pour la délinquance a reflué de 13,8 à 8,7 avant de remonter à 20 en 2021. La flambée des inquiétudes suscitées par les actes terroristes ne contamine donc pas nécessairement la préoccupation sécuritaire générale, du moins quand les enquêtes prennent la précaution d'interroger aussi sur le terrorisme. Il est, au contraire, possible qu'elle en relativise l'importance.

Administrées en ligne, les quatre enquêtes SPIP situent la préoccupation sécuritaire dans un ordre de grandeur proche de celui des enquêtes nationales de l'INSEE.

Les enquêtes franciliennes indiquent une forte liaison de la préoccupation sécuritaire avec l'autopositionnement politique (figure 7) ; dans toutes les campagnes de 2001 à 2021, la proportion de ceux qui mettent la délinquance au premier rang est plus forte que la moyenne régionale chez les enquêtés qui se classent à droite et beaucoup plus forte chez ceux qui se situent à l'extrême-droite.

Figure 7 : Préoccupation sécuritaire et auto-positionnement politique – Île-de-France – 2001-2021



Source : IPR

Champ : Île-de-France

IV. Combiner peurs et préoccupation

Si l'on croise maintenant, dans les enquêtes nationales, la préoccupation et les peurs (au domicile et dans le quartier), on observe pour chaque année d'enquête un certain recouvrement des deux dimensions : ceux qui ont peur sont plus nombreux à être préoccupés que la moyenne des enquêtés et ceux qui sont préoccupés sont plus nombreux à avoir peur. Toutefois, le recouvrement entre peurs est nettement plus marqué que celui entre peurs et préoccupation (tableau 7) ce qui illustre la relative autonomie de ces deux dimensions de l'insécurité. On note, au contraire dans le tableau 7, une certaine articulation entre la peur dans le quartier et celle chez soi.

Tableau 7 : Peurs et préoccupation sécuritaire dans les CVS 2007-2021 (%)

		préoccupation délinquance	peur domicile	peur quartier	échantillon
préoccupation délinquance	2007	-	22,5	24,2	15,0
	2008	-	19,3	23,9	13,4
	2009	-	16,9	19,1	10,3
	2010	-	21,3	26,3	13,4
	2011	-	24,7	27,6	16,4
	2012	-	21,5	24,3	13,3
	2013	-	21,4	23,1	12,9
	2014	-	22,5	24,5	13,8
	2015	-	16,1	19,4	9,8
	2016	-	14,6	14,7	7,3
	2017	-	13,5	15,6	8,7
	2018	-	16,2	17,2	9,8
	2019	-	15,7	17,0	10,0
	2020				
	2021		29,7	32,1	20,1
peur domicile	2007	12,4	-	39,7	8,3
	2008	9,8	-	35,3	6,8
	2009	12,3	-	36,7	7,5
	2010	13,3	-	40,2	8,4
	2011	12,9	-	41,3	8,5
	2012	14,7	-	41,3	9,0
	2013	15,6	-	43,7	9,5
	2014	14,8	-	41,5	9,1
	2015	14,2	-	41,1	8,6
	2016	15,2	-	40,7	7,6
	2017	12,7	-	42,6	8,2
	2018	14,1	-	41,1	8,6
	2019	11,9	-	38,4	7,6
	2020				
	2021	10,2		38,4	7,0
peur quartier	2007	17,8	53,0	-	11,0
	2008	17,4	50,7	-	9,8
	2009	19,6	52,0	-	10,6
	2010	21,2	52,0	-	10,8
	2011	18,5	53,1	-	11,0

		préoccupation délinquance	peur domicile	peur quartier	échantillon
	2012	21,4	53,5	-	11,7
	2013	21,3	55,1	-	11,9
	2014	19,9	51,0	-	11,2
	2015	22,1	53,1	-	11,1
	2016	21,3	56,7	-	10,6
	2017	19,7	57,5	-	11,0
	2018	20,9	57,2		11,9
	2019	19,6	57,1		11,3
	2020				
	2021	17,7	60,3		11,0

Source : INSEE.

Champ : France métropolitaine

Lecture : parmi les personnes préoccupées par la délinquance en 2007, 22,3 déclarent avoir peur à leur domicile, contre 15 dans l'ensemble de la population.

De manière assez logique, le tableau 8⁵ montre que les victimations qui ont le domicile pour théâtre (cambriolages et dégradations de la résidence principale) accroissent la peur chez soi. Quant à la peur dans le quartier, elle est affectée par une large gamme de victimations. En tous cas, l'expérience d'agression (violences physiques, autres violences et vols violents) augmente les deux sortes de peurs et en particulier celle dans le quartier. L'expérience de victimation est généralement associée à une préoccupation sécuritaire plus marquée qu'en moyenne mais cette liaison est beaucoup moins forte que celle entre victimation et peur dans le quartier

Tableau 8 : Victimations et insécurité dans les CVS : moyennes (%) 2007-2021

	préoccupation	peur au domicile	peur dans le quartier	
cambriolage résid princip	18,0	23,0	21,8	
vol de voiture	17,3	13,3	21,6	
vol dans/sur voiture	15,8	10,5	18,1	
vol 2roues moteur	17,7	12,2	16,6	
vol vélo	12,0	9,7	16,6	
dégrad résid princip	16,7	19,2	27,0	
destr-dégrad véhicule	15,2	12,1	19,5	
vol violent	20,0	14,5	31,9	
vol sans violence	13,9	9,8	19,0	
violence physique	15,8	14,9	24,5	
autres violences	15,9	14,0	22,7	
échantillon	12,4	8,2	11,1	

Source : INSEE.

Champ : France métropolitaine

Une recherche menée principalement sur les données de l'enquête Agoramétrie⁶ avait montré que si peurs et préoccupation coexistent souvent – quoique pas toujours – chez les mêmes enquêtés, ces deux dimensions correspondent pourtant à des paramètres différents. Les peurs dépendent surtout de l'exposition à la délinquance combinée avec la vulnérabilité, physique ou sociale, que l'on ressent ; la préoccupation est surtout liée à l'appréhension de ne pas maîtriser des évolutions, économiques et sociales, grosses de menaces de précarisation.

Une recherche plus récente⁷ suggère que la victimation varie en Île-de-France selon la localisation géographique : elle atteint son maximum si l'on habite Paris ou sa proche banlieue nord, elle est moins élevée dans le reste de la région. De surcroît, dans le premier cas, on est plus que proportionnellement exposé à un risque de proximité lié au quartier où l'on vit ; dans l'autre, s'il

⁵ On travaille ici sur l'empilement de toutes les campagnes CVS, pour lisser les importantes variations dues à la relative rareté de certaines victimations. Ce risque est particulièrement marqué dans les dernières campagnes, dont l'échantillon a progressivement été amoindri de quelque 15 000 à 8 600 individus.

⁶ Robert, Pottier, 1997 ; voy. aussi 2004.

⁷ Jardin & al., 2021 ; voir aussi Zauberman & al., 2013.

arrive d'être victime, c'est plutôt loin de sa résidence, au travail ou dans les déplacements. Le sentiment d'insécurité fonctionne différemment : il apparaît surtout lié au rang social. Certes, l'exposition au risque combinée avec des vulnérabilités liées au sexe, à l'âge (les peurs pour les enfants...), à la situation (les transports en commun...) suscite des peurs particulières. Mais ceux qui bénéficient de multiples capitaux – éducatifs, professionnels, financiers – ne présentent guère de fortes crispations sécuritaires : la délinquance ne constitue jamais à leurs yeux qu'un enjeu mineur, qu'ils y soient exposés ou non. Tout au plus observe-t-on une sorte de 'vigilance' rationnelle et des stratégies d'évitement dans les arrondissements de Paris où le risque de victimation est le plus élevé. Le sentiment d'insécurité fleurit plutôt parmi les classes populaires et les petites classes moyennes, mais sous des configurations différentes : peurs et préoccupation sont très élevées dans les banlieues populaires à forte victimation, mais les crispations sécuritaires sont à leur acmé dans la grande banlieue rurale où le risque de victimation est pourtant moins élevé qu'au cœur de la région.

V. Les profils des insécures

Pour caractériser le profil des insécures, nous allons travailler sur l'empilement des enquêtes⁸ *Cadre de vie et sécurité* (CVS) de l'INSEE. Nous chercherons en quoi leurs caractéristiques se singularisent par rapport à celles de l'ensemble de l'échantillon, en nous attachant successivement aux différentes facettes qui viennent d'être analysées, du moins à celles qui reposent sur des données tirées des enquêtes CVS.

1. L'insécurité personnelle au domicile : des femmes, des personnes âgées, des personnes vulnérables

Cette insécurité est très fortement genrée avec une surreprésentation féminine accentuée (70,87 vs 52,06). Mais l'on sait par ailleurs que les femmes sont plus exposées aux agressions par des proches dans l'espace domestique. Cette insécurité au domicile est aussi, à un moindre degré, marquée par l'âge (+60 ans 35,30 vs 29,43 ; retraités : 36,05 vs 28,91). Leur faible capital scolaire (< bacc. 7,70 vs 58,03) doit être, au moins en partie, un effet de génération. On retiendra aussi la surexposition de petites classes moyennes (employés : 20,97 vs 16,4 et de faibles revenus. Ces traits de fragilité se retrouvent quand on regarde la sorte de ménage, avec de légères surreprésentations des enquêtés vivant seuls (23,48 vs 19,02) ou en familles monoparentales (11,66 vs 8,17). Les autres caractéristiques ressortent assez peu, notamment la région, avec cependant de légères surreprésentations de la région parisienne ou de la Méditerranée. Bien que le trait soit peu marqué, on notera cependant une légère surexposition à cette peur au domicile de ceux qui sont nés à l'étranger (qu'il s'agisse de l'Afrique ou d'ailleurs).

Tableau 9 : profils des insécures

	Insécurité au domicile (souvent/de temps en temps)	Insécurité dans le quartier	Délinquance problème le plus important dans le quartier	Insécurité préoccupation prioritaire	ensemble des enquêtés
hommes	27,81	31,50	46,66	48,23	47,93
femmes	72,19	68,50	53,34	51,77	52,07
18-19 ans	5,47	9,51	8,21	7,68	8,43
20-29 ans	14,34	17,64	13,84	13,23	13,88
30-59 ans	44,87	48,31	50,77	48,54	48,26
60 ans +	35,30	24,54	27,18	30,55	29,43
agriculteurs	0,33	0,18	0,66	1,15	1,03

⁸ Ces enquêtes se sont déroulées au début de chaque année de 2007 à 2021

	Insécurité au domicile (souvent/de temps en temps)	Insécurité dans le quartier	Délinquance problème le plus impor- tant dans le quartier	Insécurité préoccupation prioritaire	ensemble des en- quêtes
artisans/commerçants/entrep	3,44	2,88	3,62	4,10	3,45
cadres/prof.intell.sup.	4,14	5,17	7,82	7,80	9,07
intermédiaires	9,70	11,60	12,72	12,76	13,52
employés	20,97	23,46	18,95	18,33	16,42
ouvriers	9,56	11,46	13,44	12,29	12,63
retraités	36,05	24,81	26,95	29,56	28,91
chômeurs	0,93	1,33	0,97	0,55	0,67
élèves/étudiants	6,14	11,33	9,48	8,63	9,68
inactifs < 60 ans	6,33	5,96	4,04	3,25	3,11
inactifs > 60 ans	1,98	1,33	1,02	1,17	1,15
moins que le bac	67,70	63,55	60,35	60,60	58,03
bac	14,36	16,50	16,68	16,72	16,79
supérieur	17,83	19,71	22,73	22,45	25,00
1 ^{er} décile de revenu	15,38	17,33	12,34	8,57	9,50
2 ^e me	14,03	13,86	11,37	9,66	10,00
3 ^e me	11,54	11,12	10,69	9,95	10,13
4 ^e me	10,31	11,21	10,14	10,05	10,01
5 ^e me	9,54	9,66	9,66	10,49	9,91
6 ^e me	9,38	8,27	9,51	10,67	10,23
7 ^e me	8,19	7,48	9,16	10,31	9,94
8 ^e me	8,17	7,24	9,34	10,27	10,18
9 ^e me	6,49	7,69	8,86	9,98	9,77
10 ^e me	6,91	6,16	8,92	10,02	10,32
né en métropole ou DTOM	80,47	78,34	83,69	87,56	87,20
né en Afrique (yc Maghreb)	8,05	9,14	6,78	5,94	5,90
né ailleurs	11,47	12,52	9,51	6,50	6,89
vivant seul	23,48	21,60	18,30	18,51	19,02
famille monoparentale	11,66	12,86	10,46	7,46	8,17
couple sans enfant	28,09	21,75	26,34	29,35	28,99
couple avec au moins 1 enf.	33,02	38,59	40,56	40,92	39,92
autre ménage	3,75	5,19	4,34	3,76	3,90
Région parisienne	20,04	28,86	24,98	20,64	18,39
Bassin parisien	17,15	14,23	14,56	15,77	16,92
Nord	8,42	7,96	8,19	6,31	6,32
Est	8,77	7,77	7,96	8,19	8,58
Ouest	9,56	7,41	8,99	11,85	14,07
Sud-ouest	9,66	7,50	7,90	9,71	11,15
Centre-est	10,15	10,58	11,49	13,00	11,91
Méditerranée	16,22	15,73	15,93	14,55	12,67
rural	18,38	8,11	11,90	21,57	23,99
UU < 20 000	15,64	10,58	16,44	16,27	17,35
UU 20 – 99 000	14,78	13,77	12,73	13,00	13,14
UU > 100 000	33,19	39,86	35,79	31,10	29,20
agglo parisienne	17,99	27,71	23,14	18,04	16,32
maisons dispersées hors agglo	16,66	8,00	10,84	17,89	18,49
maisons lot,/pavil. /en ville	43,31	30,05	38,92	44,80	44,58
immeubles en cités ou g ^{ds} ens.	18,62	29,80	25,92	21,74	22,10
autres immeubles en ville	16,90	27,21	19,56	11,15	10,05
habitat mixte	4,51	4,95	4,76	4,43	4,78

Source INSEE (CVS)

Champ : France métropolitaine

2. L'insécurité personnelle dans son quartier : des jeunes, de faible statut, dans l'agglomération parisienne

Parmi ceux qui se sentent en insécurité dans leur quartier, on trouve à nouveau une surreprésentation féminine, quoique moins accentuée que dans le cas précédent. Mais, cette fois-ci ce sont les 20-29 ans qui sont surexposés et non pas les plus de 60. La surreprésentation des petites classes moyennes d'employés s'accompagne cette fois de celle des élèves et étudiants. La surexposition des agglomérations de plus de 100 000 habitants apparaît ici très nettement (39,86 vs 29,20). Et si la région parisienne figure sur le podium, il s'agit plus précisément cette fois de l'agglomération parisienne (27,71 vs 16,32) et l'on n'omettra pas de relever la surexposition des enquêtés vivant en grands ensembles (29,80 vs 22,10). Comme dans la peur au domicile, on soulignera la surexposition des enquêtés qui vivent seuls et en familles monoparentales. Et l'on retrouve la surexposition des enquêtés nés à l'étranger.

3. L'insécurité dans le voisinage : des urbains, notamment en agglomération parisienne, en grands ensembles

Interrogés sur le principal problème de leur voisinage, ceux qui pointent la délinquance ne présentent plus les spécificités de genre et d'âge relevées à propos des peurs au domicile ou dans le quartier. Le spectre socioprofessionnel est encore marqué par une surexposition des petites classes moyennes d'employés. C'est aussi un phénomène très urbain (villes > 100 000 35,79 vs 29,20 ; logement en immeubles urbains : 19,56 vs 10,05 ; mais très particulièrement en grands ensembles : 25,92 vs 22,10) avec une surreprésentation de l'agglomération parisienne (33,14 vs 16,32).

4. La préoccupation sécuritaire une position idéologique plutôt qu'une inscription sociodémographique nette.

Faisant brutalement contraste avec les enquêtés qui se sentent en insécurité personnelle, ceux qui affichent l'insécurité au premier rang des problèmes de société présentent peu de spécificités sociodémographiques. À peine peut-on retrouver des traces atténuées de quelques surreprésentations rencontrées précédemment comme la région parisienne ou la Méditerranée. Cette préoccupation est moins marquée par des inscriptions socio-démographiques que par des choix idéologiques comme le suggérait plus haut la forte corrélation avec l'autopositionnement politique.

Au final, les différents profils d'insécurés présentent quelques traits communs (quoique différemment accentués selon les cas), par exemple le caractère urbain ou la localisation en région parisienne (et sur les bords de la Méditerranée), également un statut socioprofessionnel plutôt modeste... mais aussi bien des contrastes qu'il s'agisse des peurs féminines, de celles des jeunes différentes de celles des vieux. La préoccupation sécuritaire se distingue de l'insécurité personnelle par une faible inscription sociodémographique qui souligne en creux son caractère fortement idéologique.

Conclusion

Né au sein du débat politico-médiatique, le sentiment d'insécurité n'est pas une dimension simple que pourrait traduire un indicateur unique. Il recouvre, d'une part, une réaction – on parle toujours de *peur*, mais il peut s'agir de colère, voire tout simplement de vigilance – à l'exposition concrète de soi (ou des siens) à la délinquance. Cette insécurité personnelle dépend donc de l'importance du risque auquel on se trouve exposé, mais combiné à la vulnérabilité que l'on éprouve. Il est cependant un autre aspect du sentiment d'insécurité moins lié à l'expérience ou à l'exposition au risque délinquant : plus expressives, ces crispations sécuritaires manifestent une *préoccupation* qui se cristallise sur la criminalité mais qui la dépasse largement.

En ce qui concerne le volet de l'insécurité personnelle, c'est l'inquiétude pour ses enfants qui est la plus répandue du moins parmi ceux qui cohabitent avec des descendants. Viennent ensuite

les peurs des Franciliens dans les transports en commun. La peur dans le quartier est beaucoup moins répandue, celle au domicile est encore plus rare. En tous cas, ces différentes modalités de l'insécurité personnelle n'ont pas changé d'ordres de grandeur depuis le début du siècle.

Au contraire, la préoccupation sécuritaire est beaucoup plus sujette à des soubresauts liés aux grandes controverses dans l'espace médiatico-politique. À ces périodes brûlantes, tout se passe comme si les enquêtes qui la mettent au-dessus de tous les problèmes de société étaient provisoirement rejoints par ceux qui sont sensibles aux questions de sécurité, mais avec une moindre obsession. Au début du siècle, le nombre de ceux qui faisaient de l'insécurité une priorité politique se trouvait au plus haut. Il a subi ensuite une érosion qui traduisait son repli sur un ordre de grandeur plus habituel. Mais les enquêtes les plus récentes semblent manifester un retour à une forte effervescence de la préoccupation sécuritaire.

Les enquêtes SPIP marquent le triomphe de l'administration en ligne en passe d'évincer tous les autres modes d'administration pour des raisons de coûts. Si cette nouvelle technique de passation ne paraît pas, du moins pour le moment, bouleverser les ordres de grandeur, elle semble du moins avoir un effet légèrement inflationniste sur les scores d'insécurité.

Les différents aspects de l'insécurité personnelle correspondent à des profils de population assez différents les uns des autres, mais toujours situés dans des strates sociales peu favorisées. Quant à ceux qui mettent l'insécurité au premier plan des problèmes de société, ils sont surtout caractérisés par leurs options idéologiques.

Références

- JARDIN A., PRETECEILLE E., ROBERT PH., ZAUBERMAN R., 2021, Territoires et insécurité en Île-de-France, *Déviante & Société*, 452, 2, 319-355.
- NOBLE J., 2023, *Insécurité et victimation en gare. Analyse globale du baromètre satisfaction clients sûreté 2021-2022*, Direction de la sûreté SNCF, Vision sûre <https://juliennoble.fr/rapports-etudes-recherches/>
- ROBERT PH., POTTIER M.L., 1997, "On ne se sent plus en sécurité". Délinquance et insécurité. Une enquête sur deux décennies, *Revue française de science politique*, 47, 6, 707-740.
- ROBERT PH., POTTIER M.L., 2004, Les préoccupations sécuritaires : une mutation ? *Revue française de sociologie*, 45, 2, 211-242.
- ROBERT PH., ZAUBERMAN R., 2017, *Du sentiment d'insécurité à l'État sécuritaire*, Lormont, Éditions Le Bord de l'eau.
- ZAUBERMAN R., ROBERT PH., NEVANEN S., BON D., 2013, Victimation et insécurité en Île-de-France. Une analyse géosociale, *Revue française de sociologie*, 4, 1, 111-153.